À LA VIDÉOSURVEILLANCE DANS NOS QUARTIERS!

Un système dangereux pour les libertés, inefficace et couteux

Le gouvernement a confirmé récemment sa volonté de « tripler en deux ans le nombre de caméras sur la voie publique », renforçant ainsi sa politique sécuritaire. Le plan « 1 000 caméras à Paris » en fait partie. La mairie de Paris, qui y est favorable, participera à leur

financement.

Le débat se limite à une « concertation » sur les lieux d'implantation. Or, un vrai débat démocratique ne peut se situer là, car le recours croissant à ce soi-disant remède miracle au sentiment d'insécurité pose de nombreux problèmes.

- La vidéosurveillance ne fait que déplacer la délinquance. elle ne l'empêche pas.
- La vidéosurveillance ignore les causes réelles de la délinguance.
- La vidéosurveillance porte atteinte aux libertés individuelles et à la présomption d'innocence.
- La vidéosurveillance est une réponse technique coûteuse et inadaptée.

LA VÉRITÉ SUR LE PLAN 1 000 CAMÉRAS **PARIS** » COMMENT RÉSISTER **ENSEMBLE?** RÉUNION PUBLIQUE

mercredi 29 avril à 19h salle Jean Dame

> (17, rue Léopold-Bellan - Paris 2° M° Sentier)

Signez la pétition destinée au maire de Paris en ligne sur : http://www.paris-sans-videosurveillance.fr



Pour un Paris sans caméras de surveillance

MEMBRES : Ligue des Droits de l'Homme-Fédération de Paris, Collectif de Vigilance pour les droits des étrangers/RESF (12°), ATTAC (12°), la Commune Libre d'Aligre (12°), les Verts (Paris), Souriez vous êtes filmés, Nouveau Parti Anticapitaliste (Paris), SUD-PTT (12°), Union Syndicale Solidaires Paris, Parti de Gauche (12e), Fondation Copernic, PCF (Paris), Femmes Solidaires, Urbanisme et Démocratie (association de quartier 14°), l'Ogresse-théâtre de marionnette (20°), Comité Métallos (11e), La Coopérative (café culturel équitable, 18e), Les Amis de Tolbiac (Le Barbizon, Paris 13°), Initiatives Pour un Autre Monde...